

Un logement pour tous : amélioration de l'environnement urbain

L'accès au logement est un droit fondamental. Pendant la lutte contre la propagation du COVID-19, l'accès au logement est devenu dans certains cas une question de vie ou de mort. L'épidémie que nous vivons actuellement met en lumière et exacerbe la crise mondiale du logement. Sans un logement adapté, il est impossible de pratiquer la distanciation sociale ou de respecter les règles d'hygiène. Or, ce sont près de 1,8 milliards d'individus soit plus de 20 % de la population qui vivent dans des logements insalubres. Le nombre d'individus vivant dans des bidonvilles et campements de fortune s'élève à 1 milliard tandis qu'environ 100 millions de personnes sont sans-abri. D'ici 2030, le nombre d'individus vivant dans des logements inadaptés est susceptible d'atteindre les 3 milliards.

Pendant la crise du COVID-19, ce sont les personnes vivant dans des conditions d'hébergement difficiles (bidonvilles, campements, etc.) qui ont été le plus durement touchées. En plus de l'anxiété causée par le confinement dans des logements surpeuplés et exigus, l'interruption des réseaux d'aide sociale et de protection ainsi que la diminution de l'accès à certains services, ont engendré une hausse du risque de violences commises à l'égard des femmes et des enfants. L'absence des services de première nécessité, la prévalence de l'anxiété ainsi que l'insalubrité contribuent par ailleurs à une dégradation de la santé des individus concernés.

Durant la pandémie, de nombreux gouvernements locaux et nationaux ont instauré des mécanismes de protection des populations les plus vulnérables, créant par exemple des mesures visant à lutter contre le sans-abrisme et les expulsions, de même qu'en fournissant des installations sanitaires. Toutefois à long terme il est important de réfléchir aux approches actuellement privilégiées en matière de logement et d'activités foncières. Les leçons tirées détermineront le succès ou l'échec des prochaines constructions urbaines qui devront être capables de faire face à des événements extrêmes et à la reconstruction qui s'ensuivra. L'habitat est aussi important pour le caractère, la beauté et dynamisme socio-économique d'une ville, qu'il l'est pour la santé publique.

À l'occasion de la journée mondiale de l'Habitat 2020, les acteurs concernés auront la possibilité d'échanger sur l'impact transformateur du COVID-19 pour le secteur du logement. Ils pourront explorer de nouvelles pistes pour repenser la société de demain en utilisant le logement comme véritable catalyseur d'une progression vers l'accès à davantage de droits fondamentaux ainsi qu'à un meilleur bien-être des populations. Les problématiques concernant le logement doivent être au cœur d'un développement urbain à la fois durable et inclusif. Le COVID-19 a mis en exergue un paradoxe propre au secteur du logement : à l'heure où de nombreux individus doivent trouver en urgence un abri, des millions d'appartements et de maisons restent vacants.

Un logement inclusif, abordable et adapté est la clé vers une transformation durable de nos villes et de nos communautés. L'Objectif de Développement Durable n°11 vise à rendre les villes plus résilientes, inclusives, sûres et diversifiées d'ici à l'horizon 2030. L'un des sous-objectifs les plus importants consiste en l'accès à un logement adapté, sécurisé et abordable de même qu'en des installations sanitaires pour tous d'ici à 2030, ainsi qu'en l'amélioration des conditions de vie dans les bidonvilles. La pandémie que nous vivons actuellement présente de nouvelles opportunités d'action de la part de tous les secteurs.

Les villes ont besoin de dirigeants qui sauront travailler en collaboration avec les communautés locales et reconnaître qu'il est possible d'offrir un logement à tous. La conception de stratégies immobilières, l'amélioration des conditions de vie dans les grands bidonvilles et les stratégies de prévention de même que l'engagement des quelques 5 millions d'habitants des bidonvilles, constituent là une fabuleuse opportunité pour étendre et accélérer la

mise en place des Objectifs de Développement Durable dans les villes et communautés concernées, et ce durant la Décennie d'Action. Les villes doivent inclure les populations vulnérables, pauvres et marginalisées dans leurs plans de développement urbain.

Les gouvernements doivent quant à eux repenser leurs politiques, leurs stratégies et leur législation pour y incorporer des solutions variées pour le logement, avec pour objectifs le respect et la protection des droits fondamentaux de tous dans les villes. Enfin, les gouvernements doivent placer les citoyens au cœur de leurs prises de décisions afin de s'assurer de l'égalité entre tous et du bon respect des droits fondamentaux.